

M. Macdonald: Où se trouve maintenant l'honorable député de Greenwood (M. Brewin)?

M. Herridge: Que dit l'honorable député?

Une voix: Pourquoi ne vous tenez-vous pas tranquille?

M. Macdonald: Je voulais savoir où se trouve aujourd'hui l'honorable député de Greenwood.

M. Herridge: Il est sans doute occupé à son bureau.

M. Macdonald: Il n'est pas encore venu à la Chambre aujourd'hui.

M. Douglas: Où étiez-vous la plupart du temps?

M. Macdonald: Il me faut bien écouter votre collègue.

M. Herridge: L'honorable député a la chance de partir s'il le veut, mais il semble penché sur son pupitre, tendant les oreilles dans ma direction. Voici ce que disait M. Batisse:

Mis à part les besoins de la production d'énergie hydro-électrique, de la navigation intérieure et des loisirs, qui ne comportent pas de prélèvement ni de pollution sensible de l'eau, la quantité d'eau employée, par habitant, à des fins ménagères, industrielles et agricoles, varie énormément d'un pays à l'autre. A l'heure actuelle, elle va de 10 gallons par jour dans certaines régions sous-développées au chiffre impressionnant de 1,800 gallons par jour aux États-Unis, où 6 p. 100 seulement de cette quantité sert à des fins domestiques, l'industrie et l'agriculture se partageant le reste.

M. Batisse parle ensuite de la crise aiguë vers laquelle s'achemine notre continent en ce qui concerne l'eau, et de son prix qui va devenir de plus en plus élevé. Il poursuit:

Le résultat de tout cela, c'est que nombre de changements vont survenir progressivement dans notre attitude à l'égard de l'eau, de sa valeur, de la corrélation entre ses différents usages, de l'interdépendance des peuples qui vivent dans les mêmes bassins, avec toutes les conséquences juridico-politiques que cela implique.

Il en est ainsi du bassin du Columbia et des Prairies.

Il n'y aura pas de pénurie d'eau: elle va simplement coûter plus cher, et l'homme va commencer à se rendre compte clairement jusqu'à quel point il dépend d'elle. Cela ne sera pas un fait nouveau dans l'histoire, puisque les Égyptiens, les Romains et les Arabes de l'Antiquité appréciaient la valeur de l'eau. Mais pour la première fois, et pour toujours, la civilisation moderne va se préoccuper de la question de l'eau.

C'est l'une des raisons pour laquelle nous examinons le traité de près.

J'ai également ici un article de l'*Oregonian* de Portland, en date du 18 avril, dans lequel un ancien sénateur, M. Len B. Jordon, traitant de cette ressource, dit ceci:

La meilleure source pouvant fournir un supplément d'eau au bassin du Colorado inférieur, c'est le Columbia.

Ils se sont rendu compte qu'il s'agissait là du réservoir d'eau par excellence pour les années à venir et je ne les blâme pas à ce sujet.

Je tiens à dire que j'appuie sans réserve les raisons invoquées par l'honorable député de Greenwood et l'honorable député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles (M. Cameron) et je me garderai autant que possible de reprendre l'un ou l'autre de ces arguments, car il s'agit ici d'une question compliquée et difficile à analyser mais il arrive très souvent qu'en exposant une thèse, on passe d'un sujet à un autre. Je voudrais néanmoins attirer l'attention de la Chambre sur ce qui s'est passé au cours des réunions du comité et qui me vient en ce moment à l'esprit, car je constate que le ministre du Nord canadien et des Ressources nationales occupe son fauteuil. On me permettra de dire qu'il a brillé par son absence, lui qui est pourtant à la tête du ministère chargé de l'administration des ressources hydrauliques. Mais nous n'en avons pas tenu compte, monsieur l'Orateur, et je vais vous dire pourquoi. Lorsqu'on remarquait son absence—et je ne me souviens pas de l'avoir vu à une seule des réunions du comité, alors que nous discutons du traité du Columbia—il y avait des membres du comité, même parmi ceux de son parti, pour me dire: «Ma foi, je vais vous dire ce qui en est; il prie en ce moment pour qu'il pleuve, alors laissez-le tranquille.»

Puis, je me suis aperçu que M. Patterson, directeur des ressources hydrauliques, à qui on avait confié cette tâche, entrait de temps à autre dans la salle du comité et en repartait sur la pointe des pieds. Il jetait un coup d'œil rapide pour voir ce qui s'y passait, laissant, toutefois, la défense de ce traité entièrement aux mains d'un jeune homme dont j'admire la persévérance, M. Gordon MacNabb.

En fait, c'est au cours de ces séances que M. Keenleyside a critiqué le droit des députés de blâmer les fonctionnaires. J'ai soulevé cette question en Chambre. Il a déclaré que c'était inconstitutionnel ce qui est, bien entendu, pure sottise. Je suis heureux, monsieur l'Orateur, que vous souteniez mon droit, à titre de député, de critiquer les fonctionnaires. Nous n'avons pas touché à leur intégrité. Nous avons seulement critiqué le fait qu'ils n'ont pas les fonds et le personnel suffisant, pour leur permettre une planification pouvant concurrencer efficacement les ingénieurs de l'armée américaine quant il s'agit de problèmes d'ordre général ayant trait aux bassins, à la mise en valeur des ressources hydrauliques et ainsi de suite.

Soit dit en passant, cette question a été soulevée à la Chambre des communes britannique, il y a une semaine ou deux, parce que certains membres éminents du parti tra-